



**CONTRAT régional
DE SOLIDARITÉ
territoriale**



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

**Communauté de communes
des Portes Euréliennes d'Ile de France**

Avenant n°3

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES EURELIENNES D'ÎLE DE FRANCE

2015 – 2021

AVENANT N°3

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°18.07.26.69 du 13 juillet 2018

Et

La Communauté de communes des Portes Euréliennes d'île de France, représentée par Mme Françoise RAMOND, Présidente, dûment habilité par délibération n°18_06_15 du 14 juin 2018,

La ville d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien, représenté par M. Michel SCICLUNA, Maire, dûment habilité par délibération n° 18/026 du 29 mars 2018.

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération DAP n° 14.09.26.121 du 17 octobre 2014 « Ambitions 2020 » pour le bassin de vie de Chartres,

La délibération CPR n° 15.10.26.115 du 19 novembre 2015 relative à la décision de la Région sur l'approbation du programme d'action des Portes Franciliennes,

Le Contrat signé le 30 novembre 2015 et ses avenants 1 et 2 signés le 20 décembre 2016 (A VOS ID) et le 13 novembre 2017 (évolution du périmètre de la communauté de communes au 1^{er} janvier 2017).

La délibération CPR n°18.07.26.69 du 13 juillet 2018 relative à la modification du CRST des portes Euréliennes d'Ile de France pour intégration des nouvelles modalités et l'évolution de périmètre de la communauté de communes au 1^{er} janvier 2018,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants, prenant en compte le nouveau cadre d'intervention adopté en décembre 2017 et le nouveau périmètre de contractualisation :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale de la communauté de communes des Portes Euréliennes d'Ile de France définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.

- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat..

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

EPCI	Commune	Population*
CC de communes des Portes Euréliennes d'Ile de France	Aunay-sous-Auneau	1 437
	Auneau-Bleury-Saint-Symphorien	5 543
	Bailleau-Armenonville	1 438
	Béville-le-Comte	1 585
	Bréchamps	326
	La-Chapelle-d'Aunainville	291
	Châtenay	243
	Chaudon	1 662
	Coulombs	1 407
	Croisilles	470
	Droué-sur-Drouette	1 261
	Ecrosnes	862
	Epernon	5 518
	Faverolles	920
	Gallardon	3 591
	Gas	775
	Le-Gué-de-Longroi	925
	Hanches	2 700
	Léthuin	222
	Levainville	395
	Lormaye	667
	Maisons	362
	Mévoisins	630
	Mondonville-Saint-Jean	86
	Morainville	30
	Néron	642

	Nogent-le-Roi	4 116
	Pierres	2 814
	Les Pinthières	177
	Saint-Laurent-la-Gâtine	448
	Saint-Lucien	250
	Saint-Martin-de-Nigelles	1 581
	Saint-Piat	1 061
	Senantes	607
	Soulaire	438
	Vierville	135
	Villiers-le-Morhier	1 353
	Yermenonville	580
	Ymeray	628
	Total	48 176

* Population municipale au 1^{er} janvier 2018, recensement INSEE 2015.

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 19 novembre 2021.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 19 novembre 2022, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 6 740 000 €, répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...).

Toutes les mentions (présentation du contexte, projets identifiés, projets pressentis...) aux communes ayant quitté le périmètre de contractualisation au 1^{er} janvier 2018 (Ardelu, Bouglainval, Chartrainvilliers, Houx, Maintenon, Champseru, Denonville, Garancières-en-Beauce, Moinville-la-Jeulin, Oinille-sous-Auneau, Oysonville, Saint-Léger-des-Aubées, Sainville, Santeuil, Roinville-sous-Auneau et Umpeau) sont supprimées.

L'ensemble des cadres de référence, tels que votés en séance plénière du 21 décembre 2017 s'ajoutent ou se substituent aux cadres de référence précédents.

Toutefois, le taux exceptionnel de 40% sollicité par la commune pour les équipements de loisirs actifs (cadre de référence 22 Equipements sportifs et de loisirs) reste applicable.

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas

conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le

Le Président du Conseil régional

La Présidente de la communauté de
communes des Portes Euréliennes d'Ile de
France

François BONNEAU

Françoise RAMOND

Le Maire d'Auneau-Bleury-Saint-
Symphorien

Michel SCICLUNA

Annexes :

- *Tableau financier récapitulatif modifié*
- *Règles de financement régional et modalités communes*

Annexe 1 :

	Maquette avenantée			
	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	1 626 500	0	1 626 500	24%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	790 000	0	790 000	12%
01 : Très Haut Débit	790 000		790 000	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	498 300	0	498 300	7%
02 : Foncier économique	498 300		498 300	
03 : Création de locaux d'activités	0		0	
Axe A3 : Economie agricole	90 000	0	90 000	1%
04 : Développement de l'agriculture biologique	70 000		70 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	20 000		20 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	0		0	
07 : CUMA	0		0	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
Axe A6 : Economie touristique	248 200	0	248 200	4%
10 : Tourisme à Vélo	0		0	
12 : Itinérance touristique équestre	0		0	
13 : Énotourisme	0		0	
14 : Site touristiques et lieux d'information touristiques	248 200		248 200	
Axe A7 : Locaux de formation et plateforme technologiques	0	0	0	0
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	1 618 000	0	1 618 000	24%
Axe B1 : Services à la population	592 900	0	592 900	9%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	75 700		75 700	
15.1 : Projets locaux de santé			0	
19 : Structure d'accueil petite enfance	0		0	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	327 200		327 200	
21 : Soutien au commerce de proximité	190 000		190 000	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	125 100	0	125 100	2%
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	0		0	
17 : Equipements de lecture publique	66 000		66 000	
18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	50 100		50 100	
18-1 : Musée Farcot de Sainville	9 000		9 000	
Axe B3 : Sport	900 000	0	900 000	13%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	900 000		900 000	
22-2 : Equipements nautiques			0	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	1 883 200	0	1 883 200	28%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	717 000	0	717 000	11%
23 : Aménagement d'espaces publics	717 000		717 000	
dont pôle de centralité d'Auneau : 244 000				
Axe C2 : Foncier	0	0	0	0
23-1 : Requalification de friches urbaines	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0	0	0	

Axe C3 : Habitat – Logement	931 100	0	931 100	14%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	160 000		160 000	
24-1 : Acquisition de logements temporaires meublés pour jeunes	0		0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	190 000		190 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	0		0	
26-1 : Gens du voyage (Auneau)	181 100		181 100	
27 : Rénovation thermique du parc public social	400 000		400 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0		0	
AXE C4 : Rénovation urbaine	0	0	0	0%
29 : Rénovation urbaine	0		0	
AXE C5 : Mobilité durable	235 100	0	235 100	3%
30 : vélo utilitaire	50 000		50 000	
30-1 : Accessibilité de bâtiments publics aux personnes à mobilité réduite	20 100		20 100	
30-3 : Aménagement gare d'Auneau	165 000		165 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0		0	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE				
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0		0	0
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	226 000	37 500	263 500	4%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	163 000	17 500	180 500	
32 : Gestion alternative des espaces publics	20 000	20 000	40 000	
32-1 : Bonification matériaux perméables	10 000		10 000	
33 : Biodiversité domestique	0		0	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	33 000		33 000	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	780 500	10 000	790 500	12%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	720 500		720 500	
35-1 : Forfait Energétis		10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	60 000		60 000	
35-3 : Eclairage public	0		0	
36 : Filière bois énergie	0		0	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0		0	
Plan urgences Inondations (sur enveloppe fongible)	134 200		134 200	
ENVELOPPE FONGIBLE	64 100	10 000	74 100	1%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	0	0	0%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	6 332 500	57 500	6 390 000	95%
F : A VOS ID (dont 18 000 € pour le Lab' des Initiatives)			350 000	5%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT	6 740 000			

Annexe 2

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ **Conditionnalités énergétiques**

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ **Bio-conditionnalités :**

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ **Conditionnalités sociales :**

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules**

utilitaires d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%.**

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.
- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.
- ✓ **Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation** : Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)

¹ Conformément au point B - 1

- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ **Réhabilitation thermique du parc privé** : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

LES CONTRATS REGIONAUX DE SOLIDARITE TERRITORIALE

MODALITÉS COMMUNES

➤ Communication :

- Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...)

- Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise (par envoi courriel à territoires.communication@regioncentre.fr) pour **validation à la Direction** de la Communication du Conseil régional (voir cadre de référence correspondant)

➤ Conditionnalités énergétiques :

- Le financement d'un véhicule léger (hors véhicules spécifiques) est conditionné à une consommation inférieure à 120 g/ CO₂/km

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**

- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)

- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** dans l'un des cas suivants :



- système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
- bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
- bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés** (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

*** justifiée par un label ou une certification (ou équivalent) du bâtiment intégrant cette Performance*

➤ Conditionnalités sociales :

- Tout projet dont le coût est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées

- Le maître d'ouvrage d'une opération de réhabilitation thermique de logements sociaux doit s'engager sur une réduction de la quittance globale du locataire de, au minimum, 10%, dans le cas où le loyer augmente.

➤ **Bio-conditionnalités :**



- Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

- Bonification de 10% des aides allouées à des aménagements si une surface significative est couverte en matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée)

➤ **Modalités financières :**

- Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être accordée si elle correspond à moins de **20 % du coût éligible** du projet, sauf dans le cas de projets dont le coût est supérieur à 5 M€ et cas particuliers tels l'immobilier d'entreprise et les zones d'activités qui engendreraient des recettes ne permettant pas d'appliquer ce taux minimum

- La subvention régionale minimum, qui est de **20 000 €**, est ramenée à 5 000 € dans le cadre des OCMACS, et à **2 000 €** pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée ou associative, pour les projets des communes de moins de 300 habitants, ou pour les maîtres d'ouvrage publics présentant une opération au titre des investissements immatériels, ou des projets liés à l'économie sociale et solidaire, à l'énergie, au logement, à la mise en place de services à la population, à la biodiversité, au paysage, aux aménagements liés aux itinérances douces, compte tenu du fait qu'ils peuvent concerner des actions expérimentales peu coûteuses mais néanmoins intéressantes, voire exemplaires

- Sauf exception, la subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique est limitée à **10 000 €**. Elle peut être exceptionnellement portée à 30 000 € dans le cadre de filières locales organisées et pour des projets culturels structurants, et à 50 000 € dans le cas de projets touristiques dont le rayonnement est avéré

- Le **plan de financement** de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région (en règle générale 80%, notamment réduit dans le cas d'aides économiques, et exceptionnellement augmenté dans des cas précis prévus par la réglementation nationale et/ou européenne.

➤ **Maintien de l'usage des équipements financés :**

- En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région au *pro rata temporis*.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

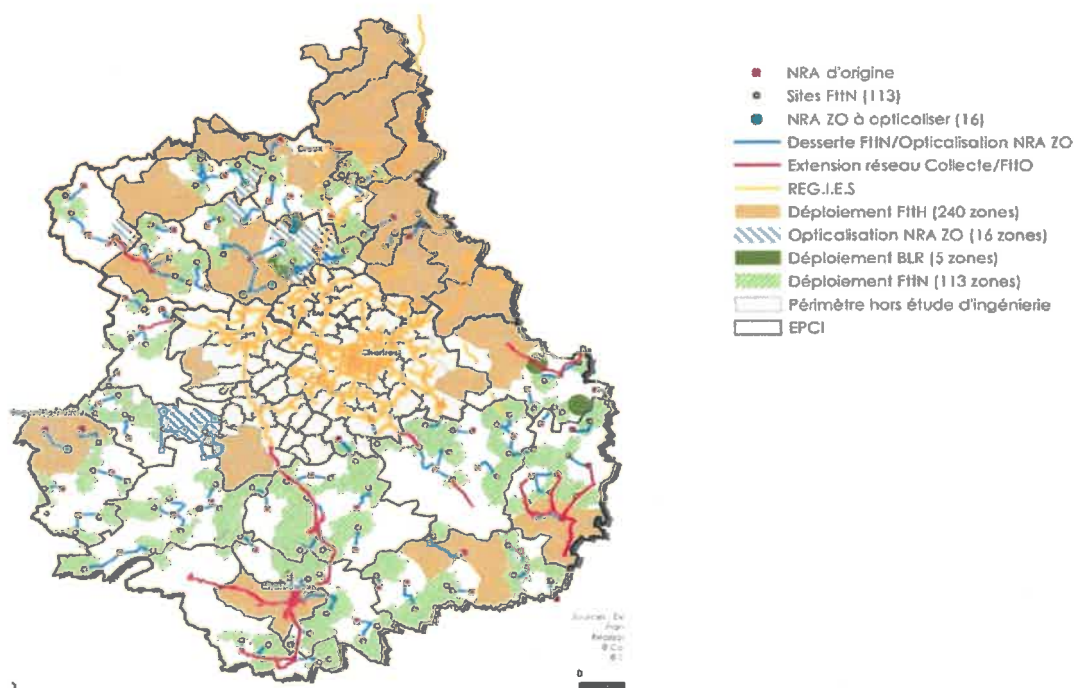
Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de l'Eure et Loir**

Le Conseil départemental de l'Eure et Loir a initié la création du Syndicat Mixte Eure et Loir Numérique (SMO) pour mettre en œuvre son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN). Il a été élaboré le 15 décembre 2010 et actualisé le 14 novembre 2011.

Il associe dans cette structure, le Conseil Régional du Centre – Val de Loire et les établissements de coopération intercommunale (EPCI) du Département concernés par le réseau Très Haut Débit (THD) d'initiative publique (RIP).

Les objectifs à atteindre sont :

- 73% de fibre à l'abonné (FttH) déployée d'ici 2022,
- 8% de montée en débit ADSL déployée sur les 23% de foyers disposant d'ADSL,
- 4% de locaux couverts par les technologies complémentaires Boucle Locale Radio et Satellite.



A l'issue des études d'ingénierie réalisées sur la période janvier à juin 2013, une concertation a été effectuée avec les EPCI, notamment pour le secteur des franges franciliennes.

Pour la mise en œuvre du déploiement des infrastructures, la Région interviendra à hauteur de 22,54% du coût total des investissements publics dans le département d'Eure et Loir et participera à la gouvernance de ce projet au sein de la structure de portage du Syndicat Mixte Ouvert Eure et Loir Numérique (SMO).

Afin de répondre aux demandes des acteurs économiques, les élus poursuivent une politique volontariste en matière de THD. Les fonds régionaux pour le déploiement du très haut débit sont pré fléchés et, afin de conforter la mise en œuvre à l'échelle départementale de la desserte des habitations, la Région Centre mobilise des crédits.

La plupart des communes du territoire des franges franciliennes (communauté de communes des terrasses et Vallées de Maintenon, communauté de communes des 4 Vallées, Communauté de Communes du Val Drouette, Communauté de Communes du Val de Voise) sont concernées par l'enjeu important du numérique porté par le syndicat mixte ouvert Eure et Loir numérique (SMO).

L'enjeu est de développer au maximum, sur le territoire du SMEP, les éléments du THD dans le cadre du SMO pour développer le numérique et rendre accessible un grand nombre de services à la population (recherche d'emplois, suivis administratifs, télétravail, télémédecine, écoles numériques...).

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Maitre d'ouvrage	Crédits Réservés	Investissement
Cadre de référence N° 01 Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	Syndicat Mixte Eure et Loir numérique (SMO 28)	550 000 €	550 000 €
TOTAL		550 000 €	550 000 €

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Contexte et enjeux

La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.

Les opérateurs privés ont annoncé déployer de la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 agglomérations régionales.

Pour 60% de la population, les déploiements de fibre optique et de solutions de montée en débit sur le réseau cuivre seront assurés par les acteurs publics. Jusqu'en 2020, le coût net public nécessaire de ce chantier est évalué à plus de 560 M€.

La Région accompagnera ces déploiements dans le cadre des politiques territoriales. L'ambition a été déclinée dans le SRADDT : 70% de la population desservie en fibre optique à l'abonné à l'horizon 2020 et 30% bénéficiant du vrai haut débit.

L'effort financier régional doit créer un véritable effet levier permettant d'accélérer les chantiers prévus par les départements et de couvrir un plus grand nombre de population en ayant recours en priorité aux technologies permettant l'accès au Très Haut Débit.

Objectifs

- à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants
- afin de mettre en œuvre les ambitions 2020 du SRADDT en cohérence avec la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux (SDAN), les financements des trois contrats Région-Département, Région-Agglomération et Région-Pays seront mobilisés ;
- accompagner du déploiement de la fibre optique sur les zones d'initiative publique, au sein notamment des réseaux d'initiative publique (RIP) départementaux ;
- soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
- animer le partenariat régional autour des infrastructures et des usages numériques ;
- contribuer à la définition, au suivi et à l'évaluation des orientations stratégiques en matière d'aménagement numérique du territoire

Nature de l'aide

- Subvention et/ou
- Ingénierie ou portage financier

Contenu

- projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit,
- étude préalable
- fonctionnement des structures de portages de projet de RIP ;

Dépenses éligibles : Études, schémas d'ingénieries, SIG, déploiement FFTH, réseau de collecte, montée en débit (modernisation, PRM). Les dépenses seront estimées en coût net en prenant en compte les retours sur investissements.

Maitres d'ouvrage

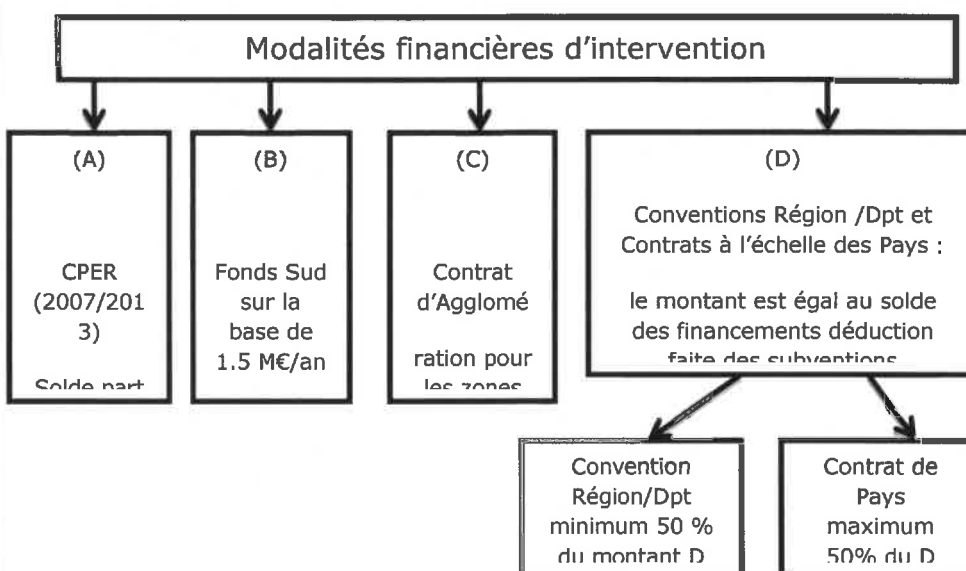
Conseil général, Syndicat mixte ouvert, autre véhicule de portage du RIP

Financement régional

Le financement régional est compris, selon les départements, entre 20% et 25% du coût net public, plafonné à 100 millions d'euros par département. Le cadre de partenariat est précisé à travers une convention signée par la Région, le Département et les EPCI concernés.

Les taux d'intervention pour chaque département sont les suivants :

- Cher : 23,77%
- Eure-et-Loir : 22,54%
- Indre : 25%
- Indre-et-Loire : 21,38%
- Loir-et-Cher : 22,82%
- Loiret : 20%



Les subventions sont inscrites dans les conventions Région/Département, les Contrats signés à l'échelle des Pays et des Agglomérations jusqu'en 2022, en fonction du rythme d'avancement des travaux.

Modalités

- justification de la cohérence du projet avec les priorités définies dans le SRADDT, la Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique du territoire (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique (SDAN)
- modèle économique du projet sur la durée de vie de l'investissement
- Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats départementaux qui pourraient être créés
- Association de la Région au suivi des déploiements par les opérateurs sur la zone d'initiative privée, aux côtés des autres collectivités et de l'État
- projet de RIP déployé en cohérence avec les investissements des opérateurs sur la zone d'initiative privée.
- transmission des coordonnées SIG du projet (*ex ante* et *ex post*)

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Taux de couverture de la population régionale en FttH
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative privée
- Nombre de prises ayant bénéficié d'une montée en débit

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Organiser le développement d'une offre foncière maîtrisée et immobilière de qualité par une structuration d'une offre territoriale raisonnée

Le secteur des franges franciliennes représente en terme économique un poids important sur l'ensemble du département d'Eure et Loir (3^{ème} pôle après Chartres et Dreux). Cette économie sur le territoire du SCOT se caractérise par une forte présence d'activités industrielles ou autres services à l'industrie (74% des emplois).

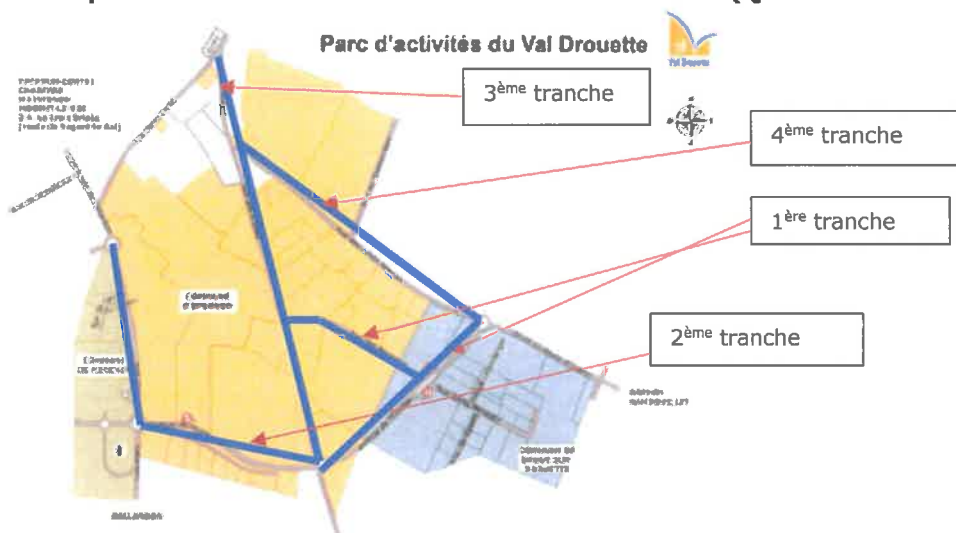
Quelques secteurs d'activités leaders ressortent du tissu économique local : le secteur automobile, le secteur pharmaceutique, le secteur cosmétique, mais aussi de petites entreprises sont présentes sur le territoire.

8 des plus grosses industries du département se situent sur le territoire du SCOT dont 5 sur le seul territoire d'Epernon dans le cadre du parc d'activités du Val Drouette.

L'objectif est de poursuivre une politique de développement économique dynamique afin de renforcer son poids dans le jeu des acteurs de développement mais aussi de requalifier certaines zones notamment le Val Drouette et la zone des Poiriers à Nogent Le Roi.

Ces requalifications doivent permettre d'améliorer les différents parcs d'activités en terme qualitatif et identitaire par des aménagements d'éclairage, de cheminements piétons, de végétalisation des abords, la création de giratoires et de voiries qualitatives, d'enfouissement des réseaux et signalisation.

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 02 Zones d'activités économiques	498 300 €	498 300 €	0 €
TOTAL	498 300 €	498 300 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 02 : Zones d'activités économiques**1. Requalification du Parc d'activités du Val Drouette (Quatrième tranche)**

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Val Drouette

Montant estimatif du projet : 743 000 € HT

Taux : 50%

Subvention : 371 500 €

Contenu : La requalification du Parc d'activités existant a été entamée en 2006. Elle s'étend sur 3 communes (Epernon, Hanches, Droue sur Drouette) et a été élaborée en concertation avec les communes, le Département, la Région et les entreprises. Suite à une démarche qualité réalisée par la SAEDLE en qualité AMO, un livret d'accueil à destination des nouvelles entreprises a été élaboré, notamment sur les aspects environnementaux.

La requalification comprend l'élaboration de circulation douce, la création d'aires de stationnement poids lourds, le paysagement des circulations, la gestion des eaux pluviales... Elle s'applique à l'environnement des parcelles existantes et n'intègre pas de ventes de nouvelles parcelles. En 2008 – 2009 une première tranche a été requalifiée. En 2012 et 2013, une deuxième tranche a été requalifiée. Il s'agit maintenant de terminer la requalification de la zone du parc d'activités par la rue des Longs Réages. La subvention sollicitée porte sur la 4^{ème} et dernière tranche de cette requalification.

Echéancier : Maitrise d'œuvre lancée le 13 décembre 2012, démarrage des travaux en 2016

Date de prise en compte des dépenses : le 13 décembre 2012

2. Requalification d'une friche industrielle sur la zone d'activités industrielles du Poirier à Nogent Le Roi

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes des 4 Vallées

Montant estimatif du projet : 373 600 € HT

Taux : 50%

Subvention : 126 800 €

Contenu : Le site EGA est un site industriel abandonné par son propriétaire suite à un incendie et au décès du propriétaire. Une procédure amiable n'ayant pas abouti, une démarche d'abandon a été engagée, suivie d'une enquête publique et d'un arrêté d'expropriation pris par le préfet d'Eure et Loir. L'objectif est d'acquérir la parcelle, de démolir les bâtiments et remettre en état la parcelle par la collectivité pour la céder aux entreprises existantes de la zone pour permettre de développer leurs activités.

Echéancier : acquisition en 2016.

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Zones d'activités économiques

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Donner la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant et assurer une amélioration qualitative et environnementale des zones d'activités • Permettre le développement des entreprises existantes et en accueillir de nouvelles • Garantir une commercialisation et une animation optimales et limiter les risques de concurrence entre les territoires
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Reconversion et densification du parc existant : reconversion de friches (urbaines, industrielles, militaires) / requalification / densification de zones d'activités. 2. Exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans : création de nouvelles surfaces d'activités dans des secteurs carencés (extension de zone existante / création de zone). 3. Stratégie foncière économique <ul style="list-style-type: none"> - Frais d'ingénierie : AMO développement durable, MOE, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire - Acquisition foncière intégrée dans une stratégie foncière à long terme - Acquisition des terrains d'assiette des aménagements au sein de la zone - Travaux de dépollution du site pour les sites « orphelins », démolition - Travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts...) - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises (équipements petite enfance au titre de la thématique « Services ») - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC...) - Promotion, gestion et animation de la zone
Maitres d'ouvrage	<p>Communautés d'agglomération Communautés de communes Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum avec un cumul d'aides publiques de 80% maximum sur le reste à charge de la collectivité, après déduction des recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local. - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - Etudes, AMO, actions de promotion de la zone : 50% - Animation dédiée : 50% du poste de référent économique travaillant à minima à l'échelle du bassin de vie pour une durée de 3 ans maximum. Les missions de l'animateur seront définies précisément avec la Région et le versement de la subvention de la 2^{ème} année se fera sur la base d'un rapport d'activité de l'année écoulée. - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>⇒ Un bilan des réalisations sera transmis à la Région pour le solde de la subvention</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Prérequis pour toute création de surface nouvelle (extension ou création de nouvelles zones) : le projet de développement économique local du territoire à l'échelle à minima du Pays ou de l'Agglomération. <p>Le projet de développement économique permet d'avoir une vision stratégique, spatialisée et planifiée à l'échelle du territoire. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le diagnostic de l'offre foncière et immobilière (existante, projets de développement de zone en cours, rythme de commercialisation, demande des entreprises, potentiel de renouvellement et de densification de l'existant). ✓ la stratégie spatialisée pour l'accueil et le développement des entreprises. ✓ le plan d'actions à court, moyen et long termes. <p>Le mode d'élaboration du projet de développement économique est au choix du Pays ou de l'agglomération.</p>

- **Modalités générales pour tout projet d'aménagement de zone : la démarche de développement durable :**

- ✓ Etude de motivation-opportunité-faisabilité du projet de zone au regard de la stratégie du territoire
- ✓ Démarche qualité environnementale et sociale intégrant 4 cibles thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises ».

⇒ Le maître d'ouvrage transmettra un récapitulatif des aménagements prévus pour répondre aux objectifs de qualité définis (hors normes réglementaire) et engagement du maître d'ouvrage avec présentation des moyens et des outils nécessaires pour les réaliser. L'étude d'impact sera à joindre le cas échéant.

⇒ Pour les extensions : le projet d'aménagement s'inscrit dans une réflexion globale de requalification de l'ensemble de la ZAE afin d'éviter un décrochage par rapport à la nouvelle tranche et assurer un niveau de qualité globale du site

- ✓ Animation dédiée (organisation et moyens dédiés à la gestion et à la promotion de la zone).
- ✓ Bilan financier prévisionnel intégrant les recettes issues de la vente des terrains au prix du marché (intervention régionale sur le « reste à charge » pour la collectivité).

La démarche développement durable est obligatoirement réalisée en amont du projet d'aménagement par une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage spécialisée.

- ✓ **Modalités complémentaires spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :**

Les projets d'extension ou de création de zones d'activités doivent être :

- ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique)
- ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs.

La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :

- ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire.
- ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation des zones d'activités du territoire capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans,
- ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire
- Services nouveaux proposés aux entreprises et aux salariés

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Diversifier l'agriculture par le développement des produits biologiques et locaux
- Accompagner le développement d'une agriculture de proximité
- Soutenir le développement des circuits alimentaires de proximité et en restauration collective

La diversification agricole et les circuits courts dans le domaine biologique ont peu de production et de commercialisation dans le secteur des Franges Franciliennes (notamment sur le secteur de Maintenon). L'objectif est de développer ce type de production et de commercialisation.

AXE A3 : Economie agricole	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 4 : Développement de l'agriculture biologique	10 000 €	10 000 €	
Cadre de référence N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	20 000 €	20 000 €	0 €
TOTAL	30 000 €	30 000 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 05 :**Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)****1. Entreprise de maraichage pour l'acquisition de matériels pour l'agriculture biologique**

Maître d'ouvrage : EARL « Au Potager Gourmand »

Montant estimatif du projet : 28 771 € HT

Taux : 35% (Exploitant biologique)

Subvention : 10 000 €

Contenu : Acquisition de matériels, broyeur, dérouleuse bâche. Investissements liés à la production biologique.

Echéancier : devis réalisé, démarrage des travaux en 2016.

CADRE DE REFERENCE REGIONAL
Développement de l'agriculture biologique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des paysages 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP'Filière) - Investissements de transformation - Investissements de commercialisation 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives, CUMA, AMAP - Collectivités (pour des locaux collectifs de vente par exemple) 	
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10% par rapport à un producteur conventionnel Bonification de 5% pour tout nouvel installé (cumul 40%) 35% (collectivités, CUMA, structures collectives)- la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective.</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation de certification AB de l'année - Production d'une analyse économique montrant le marché visé et l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Participation à une organisation collective de promotion ou de la restauration collective - Avis DDT sur la légalité de l'aide 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés PCET 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la surface cultivée en agriculture biologique (année 0= 2012) • Evolution du nombre d'agriculteurs biologiques (année 0=2012)

***Diversification agricole et développement
des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective 				
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts, à l'agritourisme				
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA				
Financement régional	<p>25% (exploitant quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10% pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>...dans la limite de 40%</p> <p>35% CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>Subvention plafonnée à</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 000 € pour les agriculteurs - 30 000 € pour les CUMA et structures collectives 				
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production liés à une diversification, quelle que soit le type de production, si celle-ci représente moins de 20% du chiffre d'affaires global de l'exploitation - Investissements de production relative à une niche économique - Investissements relatifs à la transformation (sauf dans le cas d'une prise en charge dans le cadre d'un CAP/Filière – exemple : filière caprine) - Investissements liés à la commercialisation (matériels, locaux) <p>Modalités de financement des opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eligibilité de la demande examinée au vu de la production, du volume et des modes de commercialisation (et ventilation des volumes/mode de commercialisation) - La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide - Production d'une analyse économique et d'une étude de marché montrant l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Pour les points de vente non adossés physiquement à l'exploitation, les démarches collectives seront prioritairement soutenues. Elles ne devront pas fragiliser le tissu artisanal et commercial existant (avis de la CCI et de la CMA) - Les projets de transformation ne devront pas fragiliser les structures existantes (abattoirs, etc.). Les démarches collectives seront prioritairement soutenues. 				
Indicateurs d'évaluation	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="360 1980 863 2002">INDICATEURS TRANSVERSAUX</th><th data-bbox="863 1980 1331 2002">INDICATEURS SPECIFIQUES</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="360 2002 863 2058"> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés </td><td data-bbox="863 2002 1331 2058"> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'exploitations ayant développé un volet </td></tr> </tbody> </table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'exploitations ayant développé un volet
INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES				
<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'exploitations ayant développé un volet 				

	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés nouvel installé • Nb de projets bonifiés agriculture biologique 	commercialisation <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'exploitations ayant mis en place une nouvelle production • Nb d'exploitation ayant mis en place un volet transformation
--	---	---

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Favoriser un développement adapté et équilibré des activités de services aux personnes

L'économie sociale et solidaire (ESS) peut constituer un nouveau champ structurant de l'action des collectivités territoriales et un atout pour développer l'économie et l'emploi.

Les éventuels projets pourront être étudiés le cas échéant au titre du volet investissement d'Idee en Campagne.

AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 08 : Insertion par l'Activité Economique	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées 	
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association (locaux administratifs exclus)</p> <p>⇒ Aménagements productifs, Equipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...) hors mobilier et équipement des locaux administratifs</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>	
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) Régie de quartier 	
Financement régional	Taux : 40%	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'insertion par l'activité économique des personnes en difficultés <ul style="list-style-type: none"> Agrément de la DIRECCTE Présentation du projet social validé par les services de l'Etat Plan de formation proposée aux salariés par la structure d'insertion Soutien à l'insertion professionnelle des personnes handicapées <ul style="list-style-type: none"> Les structures doivent bénéficier d'un agrément « Entreprise adaptée » de la DIRECCTE ou « Etablissement et Services d'Aide par le Travail » par la DDCSPP Respect de la réglementation européenne en matière d'aides aux entreprises dès lors que la structure exerce une activité relevant du secteur concurrentiel. Quand l'acquisition concerne des véhicules légers, ils devront présenter un niveau d'émission en CO2 correspondant à la classe C (max 120g CO2/km). L'achat de véhicules propre est recommandé <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m2/an et classe énergétique C après travaux Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve d'équipements publics peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nb d'emplois confortés Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nb de projets bonifiés surfaces perméables Nb de KWh économisés /an Nb de GES évités /an Nb de projets bonifiés PCET 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) Nombre de personnes handicapées insérées Nombre d'utilisateurs des services de la structure Nombre de salariés de la structure ayant suivi une formation



Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**- Développer le tourisme de courts séjours**

L'activité touristique est encore peu développée sur le SCOT car fortement concurrencée par la Région parisienne. Pourtant, il existe des sites d'intérêts majeurs comme le Château de Maintenon, la Vallée de l'Eure, le site archéologique de Changé...

Le secteur du tourisme qui fait l'objet d'une attention particulière compte tenu du potentiel existant est insuffisamment développé ou valorisé. Le SCOT à ce sujet reprend des objectifs en termes de renforcement des capacités d'accueil, du patrimoine, des circulations douces et de l'identité du territoire.

A cet effet, un office de tourisme intercommunal est un élément essentiel à la promotion du territoire et au déploiement touristique communautaire. L'objectif est d'accueillir les touristes, promouvoir les éléments touristiques et culturels, coordonner les différents partenaires et organiser les manifestations culturelles. Le secteur de Maintenon est à ce sujet un «hub touristique» qu'il convient de valoriser. Il comporte de nombreux atouts au travers des sites touristiques qui parsèment son territoire et doit permettre des actions culturelles importantes.

AXE A6 : Economie Touristique	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 14 : Sites et accueil touristiques	245 000 €	245 000 €	0 €
TOTAL	245 000 €	245 000 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 14 : Sites et accueil touristiques**1. Acquisition et réhabilitation des anciennes écuries du Château de Maintenon en office de tourisme communautaire**

Maître d'ouvrage : Communauté de communes des Terrasses et Vallées de Maintenon

Montant estimatif du projet : 980 000 € HT

Taux : 25%

Subvention : 245 000 €

Contenu : Le projet d'acquisition comprend la réhabilitation des anciennes écuries du Château de Maintenon dans le cadre d'un contrat de vente à rénover (VIR) selon l'article L 262 - 1 du code de la construction et de l'habitation. Il comporte la rénovation et la réhabilitation de la structure en gardant le cachet existant dont les voutes intérieures marquant la délimitation des anciens box. Les locaux d'une superficie de 355 M² sont composés d'une salle principale, d'une réserve, d'un bureau, de sanitaires et de vestiaires. Les travaux sont réalisés par la société « Image - In » et pour son compte dans le cadre du contrat de vente à rénover, afin de céder au fur et à mesure à la communauté de communes les locaux du rez de chaussée une fois leur rénovation terminée, sans vocation à devenir propriété de la totalité l'immeuble.

Echéancier : acquisition réalisée et fin de travaux prévue en février 2016

Date de prise en compte des dépenses : 30 octobre 2015

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Sites et accueil touristiques

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits - Conforter les destinations de tourisme de nature identifiées dans la SRTD : Brenne, Perche, Val de Loire, Forêt d'Orléans, Sologne - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional
Contenu	<p><u>Pour les sites de visite, les espaces naturels, et les sites de loisirs de plein air :</u></p> <p>Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u></p> <p>Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, propriétaires privés, association, communes pour les sites</p> <p>EPCI pour les lieux d'information touristique</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements</p> <p>50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <p>Pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée : plafond de subvention de 10 000 €, éventuellement porté à 50 000 € pour des opérations dont le rayonnement touristique régional est avéré.</p>
Modalités	<p><u>Pour les sites de visite et de plein air :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Présentation d'un projet touristique : note présentant la fréquentation actuelle, l'insertion du site dans l'offre touristique du territoire, une réflexion globale incluant la stratégie de développement touristique et commercial du site et ses perspectives d'évolution/objectifs à moyen terme (évolution de chiffre d'affaires et de tarifs envisagée, diversification des publics et des clientèles, activités développées, animations, justification de l'extension le cas échéant, compte prévisionnel sur 3 ans minimum en cas de rénovation et 5 ans en cas de création pour les sites de visite, modalités de gestion et d'ouverture au public pour les sites de plein air, etc...) - Association en amont des directions du Conseil régional concernées (tourisme, culture et/ou environnement) - Avis du CDT <p>• <u>En sus pour les sites de visite seuls :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sont éligibles les sites portant sur les thèmes des 4 filières identifiées dans la stratégie régionale de tourisme durable : patrimoine culturel (monuments ouverts à la visite, parcs et jardins, centres d'interprétation...), tourisme de nature, itinérances douces, art de vivre - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé - Gestion professionnelle selon les critères suivants :

- o au moins une personne dédiée et formée à l'accueil et à la gestion d'un équipement touristique (ou si la personne n'a pas de formation initiale dans ce domaine : participation aux formations Tourisme O Centre de la politique régionale)
- o stratégie web et outils de promotion : au moins une page web dédiée, traduite dans une langue étrangère minimum, et possibilité de réservation en ligne (par formulaire ou mail)
- o ouverture minimum 5 mois continus par an
- o travail en réseau avec les acteurs touristiques locaux (mise à disposition de brochures, éventuellement partenariat avec des sites pour tarif privilégié...)

Pour les lieux d'information touristique

- Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens)
- Accompagnement de la FROTSI sur le projet
- Association de la Direction du Tourisme du Conseil régional aux réflexions et du CDT
- Classement minimum catégorie II (après l'opération)
- Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*



Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de sites labellisés « Accueil vélo »
- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de sites labellisés Qualité Tourisme

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

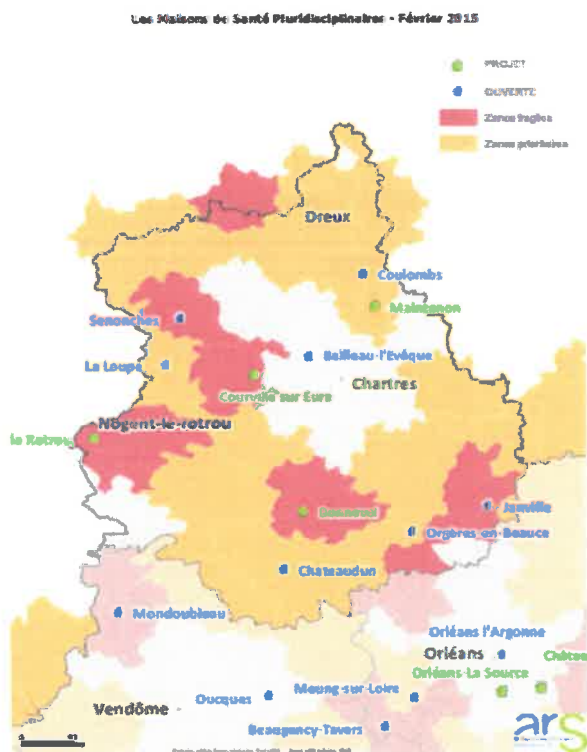
- Favoriser l'émergence de projets locaux de santé
- Améliorer l'offre de services à l'enfance et à la jeunesse

Une priorité, améliorer l'offre de santé :

Le Pays Chartrain, en 2008, avait réalisé une étude des services à la population avec un diagnostic de territoire et un schéma de services (plan actions). Depuis cette étude, plusieurs projets de maisons de santé pluridisciplinaire (MSP) ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur l'ensemble du territoire de l'ex pays Chartrain.

Concernant le secteur du SMEP, une maison de santé pluridisciplinaire (MSP) a été achevée sur la commune de Coulombs en 2012 (secteur de la communauté de communes des 4 Vallées) et une maison de santé sur le secteur de Maintenon est en cours d'achèvement en 2015.

Mais il reste des territoires qui ont des besoins en matière médicale (annexe de la maison médicale de Maintenon à Saint Piat).

**Renforcer l'offre d'accueil pour la petite enfance et la jeunesse.**

Dans la continuité de la construction du pôle enfance de la communauté de communes du Val Drouette, la réalisation d'un accueil extrascolaire et de loisirs est nécessaire pour répondre aux besoins des familles des franges franciliennes.

AXE B1 : Services à la population	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	26 000 €	26 000 €	0 €
Cadre de référence N° 20 : Accueil extrascolaires et locaux jeunes	200 000 €	200 000 €	0 €
TOTAL	226 000 €	226 000 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés

1. Antenne à la maison de santé de Mantenon à Saint Piat (sous réserve de la reconnaissance par le Comité de programmation CPER)

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Piat

Montant estimatif du projet : 130 000 € HT

Taux : 20 %

Subvention : 26 000 €

Contenu : Etude, acquisition foncière, construction par Habitat Eurélien qui cèdera à la commune sous forme de vente en l'état futur d'achèvement

Echéancier : Maitrise d'œuvre avec Habitat Eurélien lancé le 10 décembre 2014, démarrage des travaux en 2016.

Date de prise en compte des dépenses : 10 décembre 2014

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 20

2. Construction de locaux pour l'accueil périscolaire et l'accueil de loisirs à Epernon (sous réserve de la détermination des espaces éligibles)

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Val Drouette

Montant estimatif du projet : 666 666,67 € HT

Taux : 30%

Subvention : 200 000 €

Contenu : Construction de locaux destinés à l'accueil périscolaire et de l'accueil de loisirs (convention de co - maitrise d'ouvrage entre la ville d'Epernon et la communauté de communes du Val Drouette) à l'école maternelle Louis Drouet sur la commune d'Epernon

Echéancier : Maitre d'ouvrage lancée, démarrage des travaux en 2016.

Date de prise en compte des dépenses : 18 juillet 2014

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercices regroupés

Le contenu et les modalités sont définis en cohérence et complémentarité avec les critères d'éligibilité définis dans le cahier des charges CPER 2015-2020, et ses éventuelles modifications à intervenir pendant la durée du CPER (se référer au cahier des charges complet)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la fracture médicale - Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé - Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins - Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé et faciliter l'installation de jeunes professionnels - Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées - Accompagner les mutations en matière de pratique médicale
Contenu	<p>Les dépenses éligibles peuvent concerner des travaux de construction ou de réhabilitation, le mobilier de base des parties communes, des acquisitions foncières et immobilières, voire l'aménagement des abords directs, pour les projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) - de centres de santé (exercice salarié) - de structures fonctionnant en réseau avec une MSP (satellite ou maison de santé dans le cadre d'un Pôle de Santé Pluridisciplinaire) - au cas par cas, de structures d'exercice regroupé atypiques mais répondant aux objectifs énoncés. <p>Est exclue, l'acquisition de matériel professionnel, sauf celui lié directement à la télémedecine.</p> <p><i>Hors CPER, les projets de cabinets médicaux et paramédicaux seront examinés au cas par cas au titre du Contrat, s'il est avéré que l'intégration dans un pôle de santé pluridisciplinaire, pour un fonctionnement sous forme de satellite d'une MSP, n'est pas envisageable.</i></p>
Maitres d'ouvrage	<p>collectivités territoriales, leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux). Le portage intercommunal est encouragé.</p>
Financement régional	<p>Taux de subvention Etat/Région/FEADER le cas échéant : 50% de la dépense subventionnable</p> <p>La subvention ainsi calculée est répartie à parité entre l'Etat et la Région. En cas d'intervention du FEADER, l'Etat et la Région apportent un financement équivalent, aux côtés du FEADER.</p> <p>La subvention régionale ainsi définie émerge à hauteur de 5% de la dépense subventionnable au titre du CPER, le solde au titre du Contrat territorial.</p> <p>Dépense subventionnable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les MSP : coût du projet, plafonné à 100 000 € par professionnel de santé (dans la limite de 20 PS engagés au moins à mi-temps au sein de la MSP). Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les investissements liés à la télémedecine (acquisition d'un chariot de

Modalités	<p>télémédecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les Centres de santé : coût du projet plafonné à 100 000 € par bureau aménagé pour recevoir des professionnels de santé dans la limite de 20 professionnels pris en compte. Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les équipements spécifiques et investissements liés à la télémédecine (acquisition d'un chariot de télémédecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum. - Pour les Cabinets médicaux « satellites de MSP » : dépenses relatives aux investissements liés à l'immobilier concernant la création, l'aménagement, l'extension de bâtiments et de locaux, ainsi que le mobilier et équipements nécessaires. <i>Au titre du Contrat territorial seul, pourront être examinés au taux de 25% maximum les cabinets médicaux et paramédicaux n'entrant pas dans le champ d'éligibilité du CPER</i>
	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée (1) - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...) <p>Spécifiques aux MSP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Localisation de la MSP prioritairement en zone carencée (selon les critères établis par l'Etat et la Région¹) avec accessibilité en moins de 20 mn (pouvant se traduire en zone rurale par une distance entre 2 MSP de l'ordre indicatif de 20 km) et dans un pôle de services de plus de 2 000 habitants. - a minima un noyau dur de 2 médecins et de 2 paramédicaux (dont 1 infirmier), avec l'objectif de tendre vers un socle de 4/5 médecins et 3/4 paramédicaux dont 1 masseur-kinésithérapeute - Au minimum 1 maître de stage <p>Spécifiques aux cabinets médicaux « satellites de MSP »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les locaux devront comprendre à minima 1 cabinet médical, des sanitaires et 1 salle d'attente <p>Spécifiques aux cabinets médicaux et paramédicaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Noyau minimum de 5 professionnels médicaux ou paramédicaux présentant une diversité de professions avec un temps minimum de présence requis au sein de la structure équivalent à un mi-temps - Un professionnel coordonnateur du Pôle Paramédical

¹ Critères retenus par la CPER pour définir les zones « carencées » :

- Soit une densité de médecins généralistes (MG) inférieure à 0,6/1000 habitants
- Soit une densité de médecins généralistes comprise entre 0,6 et 0,85 pour 1000 habitants avec la part de MG de plus de 55 ans supérieure à 50%
- Soit un nombre moyen d'actes par MG supérieur à 6 245 par an
- Soit une part de MG de plus de 55 ans supérieure à 75%



Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé
- Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle
- Accueil de stagiaires :
- Nb maîtres de stage (étudiants en médecine)
- Nb de démarches d'agrèments
- Nb d'étudiants accueillis
- Actions de prévention et de santé publique :
- Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes 	
Contenu	<p>Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes Création / aménagement de locaux d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) Création / aménagement d'accueils périscolaire dédiés</p>	
Maîtres d'ouvrage	<p>ALSH : Communauté de communes, Communautés d'agglomération, syndicat intercommunal Locaux jeunes : Communes, groupements de communes, associations</p>	
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier.</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien courant exclu - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié - Avis de la CAF - Note globale sur la politique enfance-jeunesse de la collectivité situant l'opération dans son contexte sur le territoire intercommunal. - Note sur le fonctionnement de la structure incluant le mode de gestion, le projet pédagogique, les tarifs, les horaires, la qualification et l'encadrement prévus (emplois créés, confortés, formation à l'accueil des enfants handicapés)... - Budget prévisionnel de fonctionnement de la structure. - Les locaux jeunes devront disposer d'au moins un animateur dédié. <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de places maintenues en ALSH • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de jeunes accueillis en local jeune



Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels (mise en réseau de l'offre culturelle et diversification)

En milieu rural, la bibliothèque / médiathèque est souvent un lieu culturel ouvert à l'année et à l'accès libre. Les besoins y sont très variés et sans cesse renouvelés à la faveur de l'accueil de la population familiale désireuse de trouver dans ce lieu une offre diversifiée de supports. Le Département d'Eure et Loir a initié de nombreuses structures publiques notamment par un schéma de lecture publique en milieu rural. Il convient de soutenir et de poursuivre ce développement sur le territoire du SMEP.

En milieu rural, les arts culturels ont besoin de lieux multiculturels pour différentes pratiques comme le chant, la danse, les arts plastiques et créatifs, le théâtre...

AXE B1 : Services à la population	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 17 : Equipements de lecture publique	66 000 €	66 000 €	0 €
Cadre de référence N° 18 : Equipements liés à l'enseignement artistique	50 100 €	50 100 €	
TOTAL	116 100 €	116 100 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 17 : Equipements de lecture publique

1. Extension de la bibliothèque - médiathèque

Maître d'ouvrage : Commune de Gallardon

Montant estimatif du projet : 220 000 € HT

Taux : 30%

Subvention : 66 000 €

Contenu : Agrandissement de salles de lecture et aménagement d'espace lecture dans la cour de la mairie.

Echéancier : démarrage des travaux en 2018

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Équipements de lecture publique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Contenu	Acquisitions, travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes
Financement régional	Taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes • Les structures porteuses du projet doivent se rapprocher du service de lecture publique du Département pour l'accompagnement technique, la formation des salariés et des bénévoles, l'animation, et également au niveau des technologies de l'information et de la communication • Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, ou s'inscrire dans un réseau d'équipements intercommunal • Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés • Une surface de l'équipement égale ou supérieure à 100 m² est préconisée • Les projets doivent respecter les conditions suivantes en matière : <ul style="list-style-type: none"> ○ d'amplitude horaire : minimum 12 heures d'ouverture par semaine avec le souci de créneaux horaires correspondant aux disponibilités des différents publics ○ de budget d'acquisition de collection : minimum de 2 € par an et par habitant de l'intercommunalité ou du réseau intercommunal <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation



- d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'équipements nouveaux créés
- Nombre d'équipements agrandis ou modernisés
- Nombre de projets portés par des intercommunalités
- Nombre de lieux fonctionnant en réseau
- Nombre de lecteurs avant et après l'opération

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

***Équipements liés à l'enseignement artistique :
écoles de musique, de danse et d'art dramatique***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter le maillage du territoire en matière d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique • Améliorer l'offre et son accessibilité sur le territoire régional tout en favorisant un rayonnement intercommunal de l'équipement • Favoriser la mise en réseau de ces équipements culturels sur le territoire
Contenu	Acquisitions, travaux de construction, rénovation ou extension, et équipements liés à la pratique
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes, établissements publics
Financement régional	taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de projets visant à réduire les carences en enseignement musical et en théâtre et danse est privilégiée, • Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, soit en démontrant un rayonnement intercommunal, ou s'inscrire dans un réseau intercommunal d'équipements, • Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique • Les dossiers doivent comporter un projet pédagogique de la structure • Les projets de mise en réseau et de mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (instruments de musique) et d'équipements sont privilégiés ainsi que les projets en lien avec les équipements de diffusion et les lieux de répétition • Sont privilégiés, les projets favorisant : <ul style="list-style-type: none"> ○ les pratiques collectives ○ les musiques actuelles ○ l'apprentissage adulte ○ l'éveil musical • Une réflexion est conduite pour tendre vers une homogénéisation des tarifs au sein du territoire <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf,



- classe énergétique A en rénovation)*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de lieux d'enseignement de la danse, de l'art dramatique ou de la musique créés et confortés
- Nombre de lieux favorisant la mise en réseau et la mutualisation des moyens et de la politique tarifaire
- Nombre de lieux comportant des pratiques collectives / l'apprentissage des musiques actuelles / l'apprentissage adulte / l'éveil musical

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs (installations sportives de proximité et diversifiée en termes de réhabilitation/rénovation/extension) et culturels

Les équipements sportifs sont essentiellement regroupés dans les grandes villes du département. Or, une offre de services de qualité en matière sportive est nécessaire afin de fixer les populations en milieu rural. Ainsi, l'offre d'équipements s'est consolidée au cours de ces dernières années à la faveur des politiques engagées par le Pays Chartrain et les intercommunalités avec la Région et le Département.

Depuis 2002, les contrats régionaux ont soutenu la mise en œuvre d'équipements structurants (Terrain synthétique de football à Epernon, Complexe sportif à Jouy) mais aussi d'équipements de proximité, dont 15 multisports (terrain multisports à Saint Piat, à Coltainville...).

Cependant, le maillage en équipements n'est pas encore abouti. Dans les pôles, des équipements structurants restent à construire comme une salle chorégraphique et gymnique à Nogent Le Roi, la réhabilitation d'une piste d'athlétisme à Maintenon, la création d'un terrain de football synthétique à Maintenon et Gallardon, la création d'un complexe sportif à Bleury - Saint Symphorien. Des communes de taille plus modestes ne doivent pas être oubliées et sollicitent des équipements de proximité avec des terrains multisports ou city - stade sur les communes de Pierre, Soulaire ou la Communauté de Communes du Val Drouette.

Axe B3 : Sport	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°22 : Equipements sportifs et de loisirs	1 433 220 €	1 433 220 €	-
TOTAL	1 433 220 €	1 433 220 €	-

Descriptif sommaire des projets identifiés au du cadre de Référence N°22 :**1. Création d'une salle pluri-valent (arts martiaux, chorégraphique et gymnique) à Nogent le Roi**

Maître d'ouvrage : Commune de Nogent le Roi

Montant estimatif du projet : 1 320 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 264 000 €

Contenu : Le projet consiste à réhabiliter un bâtiment industriel existant appartenant à la Cdc des 4 vallées en salle chorégraphique, gymnique et arts martiaux. La Cdc de 4 Vallées cède à la commune de Nogent le Roi une surface d'environ 495m2 de ce bâtiment pour un montant de 110 000 €. La salle est destinée aux entraînements des associations de gymnastique et des arts martiaux, mais aussi des activités chorégraphiques y compris les pratiques urbaines (hip - hop - street dance...)

Echéancier : maîtrise d'œuvre retenue, démarrage des travaux en 2016.

Date d'éligibilité des dépenses : 24 mai 2013

2. Création d'un terrain de football synthétique à Mantenon

Maître d'ouvrage : Syndicat Culture Sport Loisirs Mantenon - Pierres

Montant estimatif du projet : 727 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 145 400 €

Contenu : Création d'un terrain de football synthétique : terrassement, marquage, fournitures et pose d'équipements sportifs. Objectif : Permettre une utilisation intensive et toute l'année, mais aussi limiter l'entretien et les coûts d'exploitation en supprimant les produits phytosanitaires

Echéancier : démarrage des travaux au second trimestre 2016

3. Création d'un complexe de tennis à Mantenon

Maître d'ouvrage : Syndicat Culture Sport Loisirs Mantenon - Pierres

Montant estimatif du projet : 500 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 100 000 €

Contenu : Acquisition et réalisation d'un complexe de Tennis : Terrassement, création et couverture de deux courts de tennis, création d'un club house, marquage, fourniture et pose d'équipements sportifs. Objectif : Permettre une utilisation intensive et toute l'année, mais aussi limiter l'entretien et les coûts d'exploitation en supprimant les produits phytosanitaires

Echéancier : démarrage des travaux au premier trimestre 2017

4. Création d'une piste d'athlétisme à Mantenon

Maître d'ouvrage : Syndicat Culture Sport Loisirs Mantenon - Pierres

Montant estimatif du projet : 402 500 € HT

Taux : 20%

Subvention : 80 500 €

Contenu : Acquisition et réalisation d'une piste athlétisme synthétique : terrassement, revêtement synthétique, marquage, fourniture et pose d'équipements sportifs. Objectif : Permettre une utilisation intensive et toute l'année, mais aussi limiter l'entretien et les coûts d'exploitation en supprimant les produits phytosanitaires

Echéancier : démarrage des travaux au second trimestre 2016

5. Création d'un terrain multisports (City – Stade) à Pierres

Maître d'ouvrage : Commune de Pierres

Montant estimatif du projet : 108 300 € HT

Taux : 40%

Subvention : 43 320 €

Contenu : Création d'un terrain multisports : réalisation d'une plate – forme, aménagement polysport, équipements sportifs, palissades, gazon synthétique, pistes athlétisme, mobilier urbain

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

6. Création d'un terrain multisports (City – Stade) à Soulaire

Maître d'ouvrage : Commune de Soulaire

Montant estimatif du projet : 140 000 € HT

Taux : 40%

Subvention : 56 000 €

Contenu : Création d'un terrain multisports : Acquisition foncière, réalisation d'une plate – forme et équipements sportifs.

Echéancier : démarrage des travaux en 2018

7. Création d'un terrain de football synthétique à Gallardon

Maître d'ouvrage : Commune de Gallardon
Montant estimatif du projet : 800 000 € HT
Taux : 20%
Subvention : 160 000 €

Contenu : Création d'un terrain de football synthétique : terrassement, marquage, fournitures et pose d'équipements sportifs. Objectif : Permettre une utilisation intensive et toute l'année, mais aussi limiter l'entretien et les coûts d'exploitation en supprimant les produits phytosanitaires

Echéancier : démarrage des travaux en 2017

8. Création de trois terrains multisports (City – Stade) à Hanches, Gas et Droue sur Drouette

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Val Drouette
Montant estimatif du projet : 270 000 € HT
Taux : 40%
Subvention : 108 000 €

Contenu : Création de 3 terrains multisports : réalisation d'une plate – forme et d'équipements sportifs.

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

9. Acquisition d'une patinoire écologique mobile

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes des Terrasses et Vallées de Maintenon
Montant estimatif du projet : 84 026 € HT
Taux : 40%
Subvention : 33 600 €

Contenu : acquisition d'une patinoire de 200 m2 démontable, transportable, itinérante et utilisable tout le long de l'année

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

Equipements sportifs et de loisirs

Objectif	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs (y compris espaces extérieurs) en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues Pour les équipements nautiques, les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stade, skate-park, activités de nature... <p><i>Elargissement des dépenses éligibles</i> <i>NB : les mises aux normes fédérales, les dépenses d'entretiens courant, les grosses réparations sont exclues</i></p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes d'opportunité et opérationnelle, acquisitions foncières et immobilières, travaux de démolition, de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs et des abords</p> <p>Taux de subvention : 20% et 40% pour les équipements de loisirs actifs</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du schéma régional des équipements sportifs en cours d'élaboration et des éventuels besoins démontrés dans cette étude par territoire - Une attention toute particulière sera portée aux projets innovants - Association du CDOS et des fédérations sportives en amont de la définition du projet - Avis de la Direction des Sports du Conseil Régional - Analyse ou étude d'opportunité et de faisabilité pour tout projet de création ou d'extension importante, permettant notamment de définir la zone de couverture de l'équipement, l'articulation avec les équipements alentours, le mode de fonctionnement, l'accessibilité (mobilité), etc... - Ouverture aux scolaires ou aux associations pour garantir une mixité des usages - Dans le cadre d'un gymnase utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)



- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Evolution de nombre de licenciés et de clubs sportifs sur le territoire
- Evolution du nombre d'entrées dans les piscines

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Mettre en œuvre une politique de qualité des paysages (l'enfouissement de réseaux en sites naturels et patrimoniaux, l'aménagement d'espaces publics

Les centres bourgs constituent des lieux de vie essentiels à la vie locale, en particulier en milieu rural. Afin de répondre aux attentes de la population, les cœurs de village doivent à la fois proposer une offre commerciale satisfaisante et de qualité tout en créant des espaces favorisant la vie sociale locale par la création de lieux de rencontre, places de marché, voies piétonnes... Ces réalisations s'accompagnent généralement d'une mise en valeur du patrimoine architectural et environnemental, source d'attractivité et d'ancrage des populations.

Devant ces enjeux fondamentaux, le SMEP accompagne différentes opérations d'espaces publics sur son territoire.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°23 : Aménagement d'espaces publics, cœur de Village	352 000 €	352 000 €	-
TOTAL	352 000 €	352 000 €	-

Le territoire bénéficie d'une enveloppe additionnelle « espaces publics Cœurs de Village » de 352 000 €, au bénéfice des communes du territoire, hors pôle de centralité.

Les opérations suivantes ont été pré-sélectionnées au vu du formulaire d'intention déposé à la Région et instruit par les services.

MAITRE D'OUVRAGE	LIBELLE DES OPERATIONS	SUBVENTION PREVISIONELLE
Commune de Néron	Aménagement des abords de la mairie et des bâtiments communaux (2 ^{ème} tranche) Travaux sur une première tranche (non financée) déjà engagés Cout estimé à 101 289 €	30 300 €
Commune de Nogent Le Roi	Aménagement d'espaces publics aux abords des remparts et des tours Choix d'un maitre d'œuvre. Lancement consultation prévue fin 2015 Cout estimé à 251 000 €	60 000 €
Commune de Villiers Le Morhier	Réhabilitation d'un espace public au sein du cœur de village Etudes lancées au 1er trimestre 2016 Estimation à 208 000 €	16 700 €
Commune de Coulombs	Aménagement des abords de l'église et de la place du Souvenir-de-l'Eté-1944 Maitre d'œuvre. choisi, début des travaux 2016 ou 2017 1 ^{ère} approche financière : 100 000 €	20 000 €
Commune de Hanches	Aménagement d'un espace public au cœur de Hanches Maitre d'œuvre. choisi. Lancement de l'AO en 2016 - Début des travaux 2017 Cout d'opération 700 000 €	75 000 €
Commune de Maintenon	Aménagement de la place Aristide Briand du Château et de la rue Colin d'Harleville Maitre d'œuvre choisi, consultation 2016	75 000 €
Commune de Gallardon	Création d'un parc public paysager dans la cour de la mairie	75 000 €
TOTAL		352 000 €

L'éligibilité de tout ou partie des dépenses relatives à l'opération sera appréciée au vu du dossier complet de demande de subvention adressé à la Région sur la base du formulaire en vigueur, avec une copie au Syndicat de Pays.

En cas de disponibilité de crédits, de nouveaux projets pourront être examinés d'ici la fin du Contrat, de même que le montant de subvention par projet pourrait être abondé, dans la limite d'une dépense subventionnable de 250 000 € HT.

MAILLAGE URBAIN ET RURAL

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

« Cœurs de Village », Agglomérations,
Pôles de centralité et pôles d'animation

23

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Objectifs

- Contribuer au renforcement du « vivre ensemble »
- Renforcer l'attractivité du commerce de proximité
- Valoriser les espaces patrimoniaux notamment dans un objectif d'attractivité touristique

Contenu

Les espaces publics constituent des lieux fonctionnels qui répondent à des pratiques sociales favorisant le « vivre ensemble ». Lieux de vie, ils sont supports de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.

Les espaces publics s'insèrent dans un tissu urbain complexe qui articule différentes fonctions, différents publics, diverses ambiances. La Région doit favoriser par son intervention un traitement qualitatif, sobre, adapté à l'identité des lieux et qui prennent en compte l'impact sur l'environnement de l'entretien des espaces.

Ainsi, la Région prend en considération l'usage des espaces avec trois cibles spécifiques :

- Les espaces publics **favorisant le lien social** : espaces de centralité aménagés en espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux.
- Les espaces valorisant **l'animation commerciale** : places de marchés, placettes, halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes. Une attention particulière sera portée aux projets innovants tels que les abords des épiceries sociales et les cafés associatifs
- Les espaces contribuant à la **valorisation du patrimoine** : abords de monuments ou sites enregistrant une fréquentation touristique significative, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...

La Région déterminera en amont du dispositif contractuel les priorités spécifiques au territoire en accord dans un dialogue avec les acteurs locaux.

Maitres d'ouvrage

- Communes
- Communautés de communes
- Communautés d'agglomération

Financement régional

Dépenses éligibles :

- Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « postiches ». L'espace public pourra inclure des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée.
- Traitement végétal des surfaces
- Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...)
- Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public
- Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public
- Honoraires (architectes - paysagistes, coordonnateur sécurité)

Taux de subvention :

Pour l'aménagement de l'espace public

- A hauteur de 30 % + bonification de 10 % si le projet comporte des clauses d'insertion ou se réalise dans le cadre de chantiers d'insertion
 - Plancher de subvention par projet : 20 000 €
- Plafond de dépenses par projet : 250 000 €

Modalités



Articulation avec le « projet de vie » de la commune :

- Démonstration de l'inscription de l'opération dans un projet global de développement communal

Qualité urbaine et paysagère :

- Recours à un architecte paysagiste DPLG ou école supérieure du paysage de la définition du programme à la livraison du chantier. Devront être associés à l'élaboration du projet les agents des services techniques qui assureront l'entretien.
- Production d'une analyse de l'insertion/connexion de l'espace public dans le tissu urbain et autres espaces publics
- Avis de l'ABF quand la réglementation l'impose et respect de la réglementation en vigueur pour les communes de « sensibilité archéologique »

Préservation de la biodiversité/gestion des eaux pluviales

- Gestion durable des espaces publics (commune engagée dans : plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée, finançables au titre de l'action biodiversité du Contrat). S'agissant des communes en agglomérations, pôles de centralité ou pôles d'animation, sous réserve de leur engagement dans un Plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers le 0 pesticide.
- Utilisation d'espèces rustiques (résistantes aux maladies) et adaptées au climat et au sol, économes en eau, à l'exclusion d'espèces invasives. Dans le cas de plantations de haies, recours à des plantes bocagères ou champêtres.
- Aménagements perméables du sol (sauf argumentaire démontrant les contraintes techniques, telles circulations PMR, obligeant un traitement imperméable : dans ce cas, au moins la moitié des surfaces traitées devra être perméable)

Sobriété énergétique

- Démonstration d'un choix d'équipements d'éclairage public économes et selon un nombre adapté aux usages

Favoriser les circulations douces dans l'espace public et vers l'espace public

- Accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Justification de la prise en compte des modes doux : continuités assurées

Concertation des habitants : Le dossier devra montrer selon quel mode de concertation les habitants ont été associés au projet

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'opérations réalisées
- Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)
- Classement par typologie (animation commerciale/espaces de convivialité ou de rencontres/valorisation du patrimoine)

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner la production de logements sociaux et très sociaux en particulier sur l'Agglomération ainsi que sur les franges franciliennes
- Accompagner la réhabilitation thermique de l'habitat et des bâtiments publics des collectivités,

Les tensions observées sur le logement social sur le bassin de vie doivent encourager les collectivités à accompagner la production de logements sociaux. Des projets sur le secteur du SMEP permettront d'améliorer l'offre de logements. En effet, le parc ancien n'est pas suffisamment réhabilité et il manque de logements.

Axe C3 : Habitat/Logement	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°24 : Acquisition- Réhabilitation	100 000 €	100 000 €	-
Cadre de référence n°25: Construction neuve	160 000 €	160 000 €	
Cadre de référence N°27 : Rénovation thermique du parc public social	437 000 €	437 000 €	-
TOTAL	697 000 €	697 000 €	-

Une enveloppe additionnelle de 697 000 € est réservée au volet logement.

Celle-ci peut être abondée le cas échéant par des crédits issus de l'enveloppe de base du Contrat.

Sur les 697 000 €, une enveloppe de 437 000 € sera dédiée à la rénovation thermique, notamment au regard des intentions exprimées par les bailleurs sociaux sur le territoire.

La programmation de l'offre nouvelle envisagée par les bailleurs est la suivante :

Communes concernées	Nbre de logts
NOGENT LE ROI	6
GALLARDON	11
HANCHES	12
MAINTENON	14
PIERRES	5
SAINT PIAT	9
SAINT SYMPHORIEN	3
TOTAL LOGEMENTS	60

Acquisition-réhabilitation

Objectifs	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative.</p> <p>Intervenir prioritairement dans le tissu existant afin de limiter l'étalement urbain et se rapprocher des services et commerces de première nécessité.</p> <p>Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande.</p> <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour l'acquisition, taux de 20% dans la limite d'une dépense par logement de : <ul style="list-style-type: none"> - 150 000 € dans les 8 Agglomérations - 120 000 € pour les 16 pôles de centralité - 100 000 € dans les autres cas ➤ Pour l'aménagement, dans la limite d'une dépense de 100 000 € par logement : <ul style="list-style-type: none"> - taux de 4% pour logement social (PLUS), - taux de 10% pour logement très social (PLAI) <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p> <p>Dépense minimum de 30 000 € par logement</p>
Modalités	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>Localisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements situés à une distance maximum de 500 mètres des commerces de première nécessité. <p>Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat) <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de la performance BBC rénovation *, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m2/an, et atteinte de l'étiquette C.</p> <p>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</p> <p>La subvention régionale peut être majorée de 10% en cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la



- géothermie,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Nombre de logements financés hors aggro • Nombre de logements financés en aggro et en pôles de centralité • Distance aux commerces de première nécessité • Distance à la desserte de transports en commun • Classe énergétique après travaux des logements financés


Construction neuve

Objectifs	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment 	
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux	
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p>	
Modalités	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>Localisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Situé à 500 mètres des commerces, équipements scolaires et d'une ligne de transport. Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale. ➤ Sur une commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat) <p>Dans le cas de logements individuels, la taille de la parcelle ne pourra excéder 500 m².</p> <p>Mixité sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>ESS</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Obligation des clauses d'insertion articles 14 et 30 des marchés publics (au moins 5 % du marché) <p>Performance énergétique</p> <ul style="list-style-type: none"> - La subvention régionale peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf)*, o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés PCET 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements



CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Rénovation thermique du parc public social

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements • Diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Améliorer la qualité et le confort des logements • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore (cible : étiquette D, E, F, G). Objectif régional fixé à 2 000 logements financés par an	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional 	Montant forfaitaire de base	1 500 € /logement
	<u>Bonifications :</u>	
	Consommation d'énergie inférieure ou égale à 60 kwh/m ² /an	+ 500 € /logement
	Installation d'un poêle à bois ou géothermie	+1000€ /logement
	Introduction de clauses d'insertion représentant au moins 5 % du marché global de travaux (du nombre d'heures travaillées) - art.14 et 30 du code des marchés publics	+ 500 €/logement
	Utilisation du bois pour les menuiseries (PEFC ou FSC)	+ 500 € /logement
	Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles	+ 500 € /logement
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - l'atteinte du label BBC rénovation* - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>Pour le patrimoine chauffé à l'électricité et quand le raccordement au gaz ou à un réseau de chaleur n'est pas possible, le couplage avec un poêle à bois est obligatoire</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale • L'intervention régionale se concentre sur des secteurs où la demande est avérée. 	

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue :

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtre, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen 	<ul style="list-style-type: none"> - NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21 	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

La demande de subvention devra s'appuyer sur le formulaire type dédié à cette action.

DÉPENSES ÉLIGIBLES

- Isolants standard ou éco-matériaux
- Pare vapeur, freine vapeur
- Accessoires de pose de l'isolant
- Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC
- Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques
- Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant
- Elimination des déchets de chantier d'isolation
- Menuiseries : fenêtres, volets
- Ventilation
- Dépenses de maîtrise d'œuvre
- Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an
- Nombre de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de logements rénovés
- Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux
- Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux
- Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation
- Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale

***Accessibilité de bâtiments publics
aux personnes à mobilité réduite***

Objectifs	Permettre l'accessibilité des bâtiments publics à tous	
Contenu	Audit accessibilité et travaux d'aménagement préconisés pour une mise aux normes des bâtiments publics	
Maitres d'ouvrage	Communautés de Communes, Communes, association	
Financement régional	Taux de financement : 40%	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un audit accessibilité pour les bâtiments des 4 premières catégories. Seront uniquement pris en compte les travaux réglementaires de mises aux normes préconisés par cet audit accessibilité du bâtiment. • Production d'un programme global de mise en accessibilité du bâtiment et engagement à réaliser la totalité des travaux préconisés. • Réalisation de l'état d'accessibilité de l'ensemble du patrimoine de la collectivité à l'aide du formulaire régional prévu à cet effet pour les bâtiments de 5^{ème} catégorie. • Le maître d'ouvrage devra recourir à un maître d'œuvre. • L'installation d'ascenseurs n'est finançable que s'il est démontré que le service ne peut être rendu en réaménageant le rez-de-chaussée. 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Répartition géographique • Nature des bâtiments mis aux normes • Nombres des bâtiments mis aux normes

Deux opérations sont pressenties et concernent :

- des travaux de mise aux normes des bâtiments avec accès handicapés dans le cadre d'une école de cirque par l'Association « Le cirque en équilibre »
- des travaux de mise aux normes des bâtiments dans le cadre d'artistes en résidence par l'Association « l'Arrondi »

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Maintenir des connexions et les fonctionnalités écologiques existantes, entre les massifs boisés et les vallées de l'Eure et du Loir (l'amélioration de la connaissance locale de la biodiversité, les actions d'éducation, de découverte et de sensibilisation à l'environnement, réalisation des actions préconisées dans les études TVB)

En 2014, Le Syndicat du Pays Chartrain (SIPAC) a réalisé une étude sur les trames verte et bleue de son territoire (y compris sur le périmètre de Chartres Métropole) afin d'établir un programme opérationnel en faveur de la biodiversité. Cette étude a été financée par le Conseil Régional. Ce territoire couvre le syndicat des Pays de Combray et Courvillois (SMET), Chartres Métropole et le Syndicat des Portes Franciliennes (SMEP), ce dernier ayant repris cette étude.

Avec tous les acteurs du territoire, il s'agit de construire la qualité et l'identité de nos espaces paysagers et naturels en étudiant les lieux de biodiversité, la circulation des espèces et les grands paysages. L'objectif de la démarche est de maintenir, reconstituer un réseau d'échange pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer...

En élaborant un programme d'animation et de gestion écologique pour chaque commune, les trames verte et bleue participent non seulement à la préservation du territoire mais aussi à la conservation du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire. Il s'agira donc de mettre en œuvre des actions dans le cadre des communes (gestion des espaces naturels, urbanisme), mais aussi sensibiliser les habitants du territoire aux enjeux de la biodiversité.

Axe D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°31 : Trame verte et bleue	150 000 €	132 500 €	17 500 €
Cadre de référence N°32 : Gestion différenciée des espaces publics	40 000 €	20 000 €	20 000 €
Cadre de référence N°32-1 : Bonification matériaux perméables	10 000 €	10 000 €	0 €
Cadre de référence N°34 : Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau avec adaptation	33 000 €	33 000 €	0 €
Total	233 000 €	195 500 €	37 500 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N°31 : Trame Verte et Bleue

1. Réhabilitation des mares à Saint Piat

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Piat

Montant estimatif du projet : 70 000 €

Taux : 80%

Subvention : 56 000 €

Contenu : Réhabilitation des mares (4 mares) dans le respect des préconisations du conservatoire des espaces naturels régional : mission de maîtrise d'œuvre, travaux des mares (renforcement des berges, noue d'infiltration...), mission SPS.

Echéancier : démarrage des travaux en 2016.

Date d'éligibilité des dépenses : 4 juin 2015

2. Réhabilitation des mares à Chartainvilliers

Maître d'ouvrage : Commune de Chartainvilliers

Montant estimatif du projet : 16 000 €

Taux : 80%

Subvention : 12 800 €

Contenu : Réhabilitation des mares dans le respect des préconisations du conservatoire des espaces naturels régional : Abattage des arbres, terrassement/reprofilage, réengazonnement, plantations...

Echéancier : démarrage des travaux en 2016.

3. Réhabilitation des mares à Bouglainval

Maître d'ouvrage : Commune de Bouglainval

Montant estimatif du projet : 25 000 €

Taux : 80%

Subvention : 20 000 €

Contenu : Réhabilitation des mares dans le respect des préconisations du conservatoire des espaces naturels régional.

Echéancier : démarrage des travaux en 2016.

4. Réalisation d'un inventaire de biodiversité à Epernon

Maître d'ouvrage : Commune d'Epernon

Montant estimatif du projet : 20 250 €

Taux : 80%

Subvention : 16 200 €

Contenu : Inventaire de la faune et de la flore, cartographie, préconisations d'aménagement...

Echéancier : devis réalisés, démarrage des travaux en 2016.

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N°32 : Gestion différenciée des espaces publics

1. Plan de désherbage à Néron

Maître d'ouvrage : Commune de Néron

Montant estimatif du projet : 5 375 €

Taux : 80%

Subvention : 4 300 €

Contenu : Accompagnement technique pour la mise en œuvre d'une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Diagnostic, plan de désherbage, plan d'actions...

Echéancier : démarrage des travaux en 2016.

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Trame verte et bleue

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales • Maintenir et développer la biodiversité régionale • Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations permettant la création et la restauration de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) sur les territoires disposant d'une cartographie de leur stratégie en faveur de leur trame verte et bleue locale ; - Ingénierie (voir fiche « stratégie territoriale ») permettant : <ul style="list-style-type: none"> o l'élaboration de la trame verte et bleue locale à l'échelle d'un Pays, d'une agglomération (ou d'un périmètre dont la pertinence est démontrée) notamment dans le but de l'intégrer à un SCOT ; o la déclinaison administrative et juridique de la trame verte et bleue locale dans les documents d'urbanisme ; o l'étude environnementale de sites ouverts à l'urbanisme ou en voie de l'être (inventaire de biodiversité, intérêt du site pour le réseau écologique, etc.) dans le cadre de projets non soumis réglementairement à étude d'impact ; o la traduction opérationnelle dans des opérations d'aménagements ; o La réalisation de diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles selon le cahier des charges régional ; o la réalisation d'inventaires de biodiversité communaux permettant la mise en place de plans de restauration et de gestion des espaces. - Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique. - Moyens d'animation nécessaires à l'émergence de projets (voir fiche « animations territoriales »).
Maîtres d'ouvrage	Communes et groupements de communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)

Financement régional

Actions éligibles	Maîtres d'ouvrage	Taux d'intervention
- Opérations permettant la création et la restauration de corridors	Exploitants agricoles individuels	40%
- Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations	80%
Ingénierie : animation	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations, chambre d'agriculture	50%
Diagnostic biodiversité (externalisé ou en régie)		80% Subvention régionale plafonnée à 1 600 € par diagnostic

Modalités

- Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB.
- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aide publique.
- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional

Pour les projets agricoles :

- Les diagnostics biodiversité d'exploitation agricole sont réalisés dans le cadre d'une démarche collective et permettent la déclinaison opérationnelle de la trame verte et bleue locale (aménagements adaptés sur les exploitations).
- La subvention régionale est de 2000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et comprise entre 2000 € et 30 000 € en maîtrise d'ouvrage collective.
- Avis de la chambre d'agriculture
- Avis de la fédération des CUMA pour les projets en maîtrise d'ouvrage CUMA

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus
- Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés
- Nombre de communes bénéficiaires d'une ingénierie dédiée pour intégrer la trame verte et bleue dans une opération ou un document d'urbanisme

Gestion alternative des espaces publics

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics 	
Contenu	<p>Acquisition de matériels (liste indicative) permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, goutte à goutte... - Matériel pour récupération des eaux pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse, broyeurs de refus, barre de coupe (sur tracteur, motoculteur), animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études :</p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>	
Maîtres d'ouvrage	Communes, communautés de communes, syndicat mixte de Parc Natural régional, syndicat mixte de Pays, Communauté d'agglomération, syndicats intercommunaux, associations	
Financement régional	<p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>	
Modalités	<p><u>Les matériels et les frais de communication</u> ne sont éligibles que si le demandeur s'engage sur tout ou partie de ses espaces publics dans un plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers une démarche « 0 pesticides ».</p> <p>Dans le cas de supports de communication, sous réserve de la Direction de la communication à leur élaboration</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de communes engagées dans une gestion alternative des espaces publics • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles								
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herbes étrilles, hoes rotatives, système d'autoguidage), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.- <u>Entretien des haies et d'éléments arborés</u> : lamiers et autres matériels permettant la mise en œuvre de techniques douces d'entretien- <u>Economie d'eau</u> : Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)								
Maîtres d'ouvrage	<table><tr><td></td><td>Maîtres d'ouvrage éligibles</td></tr><tr><td>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</td><td rowspan="2">Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...</td></tr><tr><td>Entretien des haies et d'éléments arborés</td></tr><tr><td>Economie d'eau</td><td>Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives</td></tr></table>			Maîtres d'ouvrage éligibles	Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...	Entretien des haies et d'éléments arborés	Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives
	Maîtres d'ouvrage éligibles								
Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...								
Entretien des haies et d'éléments arborés									
Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives								
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none">- Bonification de 10% pour :<ul style="list-style-type: none">- nouveaux installés depuis moins de 5 ans,- ou exploitants en agriculture biologique,- ou CUMA, structures agricoles collectives,(La maîtrise d'ouvrage collective s'entend par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...) ... dans la limite de 40%- 80% : associations <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum pour les exploitants agricoles, de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les structures agricoles collectives.</p>								
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide- Avis de la FDCUMA pour les acquisitions faites par une CUMA- Attestation de certification BIO pour les exploitants concernés								
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Nb d'emplois confortés• Nb de KWh économisés /an• Nb de GES évités /an	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'exploitants utilisateurs des matériels• Surface de prairie maintenue• Linéaire de haies entretenues avec le matériel• Volume d'eau économisé							

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner la réhabilitation thermique des bâtiments publics des collectivités, notamment avec le dispositif Energétis,

Dans le cadre du contrat 3G, le Pays Chartrain a programmé sur la période 2009 – 2014 un plan d'isolation de bâtiments publics permettant d'atteindre le niveau d'énergie correspondant à la classe D. Ce programme a permis l'isolation de logements communaux à Fresnay Le Compte, l'isolation de logements sociaux et de la salle des Fêtes à Illiers - Combray, l'isolation de bâtiments à Ermenonville La Grande, Fruncé, Sandarville, Saint Georges sur Eure, Berchères Saint Germain, Nogent sur Eure, CDC du Pays Courvillois, Le Favril, Epernon et Gallardon.

Pour le Contrat Régional de Solidarité Territoriale, plusieurs projets sont pressentis dans le cadre d'un programme de réhabilitation thermique des bâtiments publics permettant d'atteindre la performance énergétique BBC rénovation ou à défaut, une progression minimale de 100 kWh/m²/an et d'atteindre l'étiquette C après travaux :

- mairie et salle des fêtes à Saint Lucien,
- mairie et salle des fêtes à Coulombs,
- école maternelle à Villiers le Morhier,
- bâtiments scolaires à Saint Piat,
- école et maison « tailleur » à Maintenon,
- salle polyvalente et mairie à Gallardon,
- salle polyvalente à Gas,
- salle des fêtes à Droué sur Drouette,
- mairie et salle des fêtes à Mévoisins

Pour certains dossiers, et suite à l'audit, il reste à déterminer précisément le chiffrage définitif des dépenses éligibles au titre du Plan isolation.

Par ailleurs, la commune de Mévoisins a bénéficié d'une prestation régionale (EC bâtiment) pour établir une stratégie d'intervention visant à améliorer la performance énergétique du bâtiment regroupant la mairie, un logement et la salle associative.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	629 000 €	629 000 €	-
Cadre de référence N°35.1 : Forfait PCI	10 000 €	-	10 000 €
Cadre de référence N°35 - 2 : Bonification Climat - Energie	60 000 €	60 000 €	-
Total	699 000 €	689 000 €	10 000 €



CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER)• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations• Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	<p>CHAMPS D'APPLICATION</p> <p>Tout le patrimoine des collectivités : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none">• Isolants standard ou éco-matériaux• Pare vapeur, freine vapeur• Accessoires de pose de l'isolant• Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC• Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques• Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant, bardage bois• Elimination des déchets de chantier d'isolation• Menuiseries (en bois uniquement, PEFC ou FSC): fenêtres, volets• Ventilation• Dépenses de maîtrise d'œuvre• Etude thermique selon cahier des charges régional• Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communes, Communautés d'agglomération Associations
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none">• Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)• Les travaux doivent permettre d'atteindre la performance BBC rénovation*, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m2/an et atteinte de l'étiquette C après travaux <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Les communes de plus 1000 habitants et les communautés de communes* disposant <u>d'au moins 10 bâtiments de plus de 10 ans</u> doivent avoir réalisé un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) ou adhérer à un service de Conseil en Energie Partagé (CEP)

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen 	<ul style="list-style-type: none"> - NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21 	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

- Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mise en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Dans les communes de moins de 1000 habitants, cette attestation pourra être délivrée par le prestataire régional ayant réalisé l'étude thermique dans le cas où il a été mobilisé pour l'accompagnement du maître d'ouvrage pour le lancement des travaux.

Le marché régional pourra à son terme être prolongé, dans le cadre d'un marché local, ou par la reconduction du marché régional avec imputation budgétaire sur l'enveloppe du Contrat.

Dans le cas contraire, et/ ou si le bouquet de travaux retenu correspond à un autre scénario que celui préconisé dans l'étude thermique offerte par la Région, le maître d'ouvrage devra mandater un bureau d'étude thermique à ses frais pour la production de cette attestation

- Les travaux doivent être réalisés par une entreprise
- La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Les opérations ne comprenant pas d'isolation des combles ne sont pas éligibles sauf si les combles sont déjà suffisamment isolés (attestation par un bureau d'étude thermique à l'appui)
- Le formulaire régional « plan isolation » doit être dûment complété
- Concernant le logement social le maître d'ouvrage devra démontrer une baisse de 15% de la quittance globale du locataire

** il s'agit du patrimoine dont la communauté de communes a la compétence pour la réalisation de travaux.*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nb de bâtiments rénovés
- Nb de bâtiments BBC rénovation après travaux
- Nb de bâtiments atteignant la classe C après travaux
- Surface d'isolants posés
- Surface de menuiseries posées

AGENDA 21

Sensibilisation et élaboration de l'agenda 21 des Portes des Franges Franciliennes

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire le projet du pays dans une démarche de développement durable - Le traduire dans un programme d'actions concrètes 			
Contenu	Ingénierie externalisée			
Maitre d'ouvrage	Syndicat mixte d'étude territoriale des Portes des Franges Franciliennes			
Financement régional	100% pour la sensibilisation en maîtrise d'ouvrage régionale 80% maximum des frais d'ingénierie externalisés pour l'élaboration			
Modalités	⇒ Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire ⇒ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de l'étude ⇒ Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support ⇒ Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement			
Indicateurs d'évaluation	Périmètre d'élaboration de la stratégie Actions concrètes découlant de la stratégie			
	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Etude Agenda 21	Syndicat mixte d'étude territoriale des Portes des Franges Franciliennes	0 €		0 €
TOTAL		0 €		0 €

